

FICHE DE POSTE

Fonction publique

Fonction publique de l'Etat

Intitulé du poste

Chargé.e de mission Conformité et éthique F/H

Identification du poste

Catégorie : ☒ A ☐ B ☐ C

Domaine / métier : lutte contre la fraude

Statut : ☐ vacant ☐ susceptible d'être vacant

Nature de l'emploi : ☒ emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels ☐ ouvert uniquement aux contractuels

Emploi de référence RMFP : Chargée / Chargé d'opérations de contrôle

Code EP : FPCTL004

Affectation

Direction/pôle : Direction de la maîtrise des risques (DMR)

Département/service : Service Lutte contre la fraude (SLCF)

Date de vacance du poste : Création de poste

Nom et Prénom de la personne à remplacer (le cas échéant) :

Localisation : ☐ Opéra ☒ Port Royal

Déplacement : ☐ oui ☒ non

Contrat

Télétravail possible : ☒ oui ☐ non

Management : ☐ oui ☒ non

Temps plein : ☒ oui ☐ non (préciser la durée du temps partiel)

Nature du contrat : ☒ besoin pérenne ☐ besoin temporaire (moins de 12 mois)

Durée du contrat : 36 mois

Descriptif du poste

Vos principales missions

Le/la chargé(e) de mission Conformité et Éthique, chef de projet, contribue à la construction et au développement de la fonction de conformité et d'éthique de l'Agence.

Dans un contexte de création et de structuration de cette nouvelle activité au sein du Service de lutte contre la fraude, il/elle contribue à définir les ambitions, les principes d'intervention et les dispositifs permettant à l'Agence de mieux prévenir les situations susceptibles de porter atteinte à son intégrité, à la régularité de ses décisions ou à la confiance dans son action.

La mission intervient notamment à l'interface entre maîtrise des risques, lutte contre la fraude, déontologie, sécurisation des pratiques professionnelles et conformité des processus.

En lien avec la cartographie des risques de l'analyse des processus et des signalements reçus au sein de l'Agence, le/la chargé(e) de mission identifie les situations susceptibles de constituer des risques de non-conformité, de conflits d'intérêts, d'atteinte à l'intégrité ou de pratiques professionnelles inappropriées, et propose les modalités permettant de les prévenir, de les détecter et, lorsque

	nécessaire, de les porter à la connaissance des instances ou services compétents. Il/elle contribue ainsi à faire émerger une culture commune et documentée de l'intégrité et de la conformité. Il/elle intervient prioritairement dans une logique de prévention, d'analyse, d'alerte et de sécurisation, en veillant à une approche proportionnée au niveau de risque identifié. Positionnement hiérarchique : - Rattaché(e) hiérarchiquement au Responsable de Service Lutte Contre la Fraude - Interactions transversales avec les autres directions et services de l'Agence - collaboration fonctionnelle étroite avec des prestataires en tant que de besoin
Vos principales activités :	L'activité du/de la chargé(e) de mission Conformité et Ethique est définie à travers les axes suivants : Axe 1 – Construire la stratégie de conformité et d'éthique de l'Anah - Contribuer à la définition des orientations stratégiques de l'Agence en matière de conformité, d'éthique et d'intégrité. - Définir progressivement un cadre de référence en matière de conformité et d'éthique adapté aux missions, aux processus et aux spécificités de l'Anah, de ces services déconcentrés et de ces prestataires. - Identifier les besoins nouveaux de l'Agence en matière de prévention, de détection et de sécurisation des pratiques. - Proposer des doctrines, principes directeurs, référentiels et modalités d'intervention permettant d'harmoniser les pratiques. - Contribuer à la définition d'une programmation pluriannuelle des travaux de conformité et d'éthique. Axe 2 – Identifier et prévenir les risques d'atteinte à l'intégrité - Identifier, en lien avec la cartographie des risques, les situations susceptibles de caractériser un risque d'atteinte à l'intégrité, de conflit d'intérêts, de prise d'intérêt, de favoritisme ou plus largement de non-respect des obligations déontologiques. - Mettre à jour la cartographie des risques sur les thématiques de conformité et d'éthique. - Proposer des mesures de prévention, de sécurisation ou de maîtrise adaptées au niveau de risque identifié. - Définir, avec les services déconcentrés et centraux, des critères ou situations de vigilance permettant d'identifier des signaux faibles ou situations atypiques. - Analyser les situations susceptibles de révéler une exposition individuelle ou collective à un risque éthique ou de conformité. - Développer, en lien avec les autres unités du SLCF, des modalités de croisement et d'enrichissement des signalements et informations disponibles afin de mieux caractériser les situations à risque. - Contribuer à la formalisation et à la traçabilité des analyses réalisées, dans le respect des règles applicables en matière de confidentialité et de protection des données. - Élaborer, lorsque la situation le justifie, des analyses ou notes d'aide à la décision à destination de la hiérarchie ou des services compétents.

	Axe 3 - Analyse de la conformité des pratiques professionnelles - Analyser les pratiques professionnelles et modalités d'instruction susceptibles de présenter un risque de non-conformité ou d'atteinte aux principes d'impartialité, d'égalité de traitement ou de libre choix des bénéficiaires. - Identifier, à partir des signalements, contrôles, analyses ou remontées des services, les pratiques nécessitant une clarification ou une sécurisation. - Examiner les situations dans lesquelles les pratiques d'un agent, d'un service, d'une structure, d'un opérateur ou d'un prestataire pourraient s'écarter du cadre réglementaire, des doctrines nationales ou des principes de bonne administration. - Contribuer, en lien avec les directions compétentes, à l'analyse de situations susceptibles de soulever des enjeux en matière de concurrence, de neutralité ou d'impartialité. - Proposer des mesures de sécurisation des processus, des pratiques ou des doctrines lorsque des risques récurrents sont identifiés. - Capitaliser les situations analysées afin d'identifier les risques systémiques ou les besoins d'évolution des procédures et de contrôles. Axe 4 - Développer une culture et un référentiel de pratiques éthiques - Contribuer à l'élaboration d'un référentiel de bonnes pratiques professionnelles en matière d'intégrité, de déontologie et de conformité, en lien avec les acteurs compétents. - Développer des outils pratiques permettant aux agents et managers d'identifier et de prévenir les situations sensibles. - Sensibiliser et diffuser la culture de l'éthique en concevant et animant des formations (ateliers, supports de formations). Et notamment en concevant des cas pratiques et mises en situation permettant de sensibiliser les agents aux situations de conflits d'intérêts, d'interférence avec des intérêts privés, de favoritisme, de relations avec les bénéficiaires ou entreprises, etc. - Mettre en place des modalités permettant aux agents ou managers de solliciter un éclairage sur une situation présentant un enjeu éthique ou de conformité. - Capitaliser les situations rencontrées afin d'enrichir progressivement la doctrine et les outils de l'Agence. Axe transversal : coordination et pilotage du prestataire - Définir les attendus et cadrer les interventions du prestataire et piloter la relation contractuelle au quotidien - Suivre l'avancement des travaux (cartographie, contrôles, livrables) - Garantir la qualité et la conformité des livrables produits - Assurer l'interface entre le prestataire et les parties prenantes internes - Produire un bilan régulier, et selon le besoin de la direction de la maîtrise de risques, de l'activité ainsi que les indicateurs d'évaluation de la performance du dispositif
Descriptif du profil recherché	
Le profil idéal	Formation : Bac+5 (école de commerce, école d'ingénieur, université) avec une spécialisation en gestion des risques, audit, contrôle interne, conformité ou équivalent. Le poste s'inscrivant dans un contexte de structuration et de montée en maturité du dispositif de conformité et d'éthique, il nécessite une forte capacité à construire, structurer et embarquer les acteurs. Expérience : 3 à 5 ans minimum dans le domaine de la conformité, de l'audit

	interne ou de la lutte contre la fraude, idéalement dans un secteur où la sécurité et la conformité sont primordiales (banque, assurance, secteur public).
A PROPOS DE L'OFFRE	
Informations complémentaires	Recrutement par : - Contrat de droit public d'une durée de trois ans ; - Détachement sur contrat d'une durée de trois ans pour les agents titulaires de la fonction publique d'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière. Contrat de 37h30 par semaine / 7h30 par jour Droits à congés de 25 congés annuels / 15 RTT Télétravail : sur demande, à hauteur de 2 jours par semaine
Compétences	Compétences techniques : - Maîtrise des enjeux de conformité et d'éthique (déontologie, prévention des conflits d'intérêts, intégrité) - Connaissance des référentiels de compliance et contrôle interne (type Sapin II, AFA, ISO 37301, COSO) - Expérience en cartographie des risques de conformité (identification, évaluation, hiérarchisation) - Capacité à définir et structurer un cadre de conformité (politiques, procédures, codes de conduite) - Expérience en définition et pilotage de plans de contrôle de conformité - Maîtrise des démarches de suivi des plans d'actions et indicateurs de conformité - Capacité à produire des analyses de synthèse et reportings à destination d'instances de gouvernance - Expérience en pilotage de prestataires externes - Bonne compréhension des enjeux du secteur public et des environnements institutionnels - Maîtrise des outils bureautiques (Excel, PowerPoint) Qualités personnelles : - Forte intégrité et sens de l'éthique - Rigueur et sens du détail - Esprit d'analyse et de synthèse - Capacité à traiter des sujets sensibles et confidentiels - Aisance relationnelle et qualité d'écoute Compétences Clés : - Pilotage et structuration - Analyse et esprit critique : évaluer des situations sensibles et formuler des recommandations adaptées - Coordination transverse : travailler avec des directions métiers variées sans lien hiérarchique - Animation et pédagogie - Rigueur et fiabilité : sécuriser les données, analyses et dispositifs
Descriptif de l'employeur	
L'Anah agit pour la rénovation, l'amélioration et l'adaptation de l'habitat privé dans tous les territoires et au bénéfice de tous les Français. L'Agence aide les propriétaires à concevoir et à réaliser leurs projets de travaux, en leur accordant des aides financières. Elle finance également les collectivités locales et leurs opérateurs dans le cadre de leur politique locale de l'habitat pour intervenir sur leur territoire, rénover les centre-anciens et lutter contre les logements vacants ou indignes. L'Anah pilote France Rénov', le service public de la rénovation de l'habitat. Elle est l'un des acteurs majeurs de la politique de rénovation énergétique des logements grâce à la distribution de MaPrimeRénov'. En 2025, l'Agence a accordé 4.39 milliards d'aides pour permettre la rénovation de près de 379 428 logements. Aujourd'hui l'Anah accompagne aussi la perte d'autonomie avec MaPrimeAdapt', la principale aide de l'État pour l'adaptation à la perte d'autonomie pour les personnes âgées ou en situation de handicap. L'Agence compte plus de 300 agents de profils extrêmement diversifiés, de tous statuts (fonctionnaires, contractuels, apprentis, stagiaires...). Le panel des expertises recherchées	

est aussi large que les métiers de l'Agence sont variés.

Descriptif du service

La DMR est chargée de concevoir, mettre en œuvre et ajuster les dispositifs de maîtrise des risques de l'Agence, évaluer et sécuriser les processus, détecter et piloter les contrôles relatifs aux tentatives de fraude, détecter et contrôler les non-conformités post-solde et réaliser des missions d'audit.

La DMR est composée de 27 agents qui se répartissent dans deux services :

le service des contrôles et de l'audit

le service lutte contre la fraude